



DITES, RASSUREZ-MOI, L'ADVERSAIRE C'EST TOUJOURS BIEN LE CAPITALISME ?

Par Jean Blairon

Ainsi s'exprimait une jeune militante lors du débat qui a suivi la présentation par le Cepag du projet de plate-forme « transatlantisme ».

Le Cepag avait en effet pris l'initiative d'inviter des militants, des associations, des chercheurs pour prendre collectivement la mesure des dangers que fait courir à nos droits sociaux le projet, des plus discrets, de marché transatlantique qui unirait l'Europe aux Etats-Unis.

« Dans le plus grand silence, l'Union européenne et les Etats-Unis préparent actuellement la mise sur pied d'un Marché transatlantique. L'objectif ? Une plus grande libéralisation des échanges commerciaux et financiers, accompagnée de politiques judiciaires et sécuritaires communes, entre l'UE et les Etats-Unis. Date butoir ? 2015...c'est-à-dire demain ! (...)

Pour dénoncer ce processus et enrayer la machine infernale, le Cepag (Centre d'éducation Populaire André Genot) veut constituer une plate-forme d'opposition à laquelle toute personne ou association intéressée, et respectueuse des valeurs démocratiques, est invitée à adhérer¹.

Ce projet – qui reprend la logique, partiellement avortée, du projet « Alena » qui construit un accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique - vise à harmoniser de nombreuses législations européennes et américaines, à mettre en place de nouvelles institutions transatlantiques, à « coordonner » les diplomaties dans le sens d'un alignement sur la diplomatie américaine et à réaliser la marchandisation de toutes les activités humaines « à laquelle le capitalisme aspire et vers laquelle il tend »².

L'intervention de la militante s'inscrivait dans une partie de la discussion qui portait sur la stratégie d'opposition à déployer. Une personne avait en effet fait remarquer qu'il était peut-être incontournable de s'appuyer sur le récent Traité européen de Lisbonne et notamment sur tel ou tel article de celui-ci, qui aurait permis de « limiter les dégâts » tout, en évitant, disait-elle, de ne pas apparaître comme des « has been » - ce qui avait suscité l'interpellation relatée ci-dessus et conduit Thierry Bodson à rassurer la militante.

La crainte d'être des « has been » lorsqu'on entend s'opposer à ce que Pierre Bourdieu appelait la « nouvelle vulgate planétaire » rend bien raison d'un des aspects de la stratégie d'opposition qui est à l'oeuvre aujourd'hui : c'est l'affirmation que les évolutions souhaitées sont inéluctables et qu'il vaut mieux, au fond, les « anticiper » pour les rendre aussi acceptables que possible.

Cet échange – comme l'ensemble de la matinée de travail d'ailleurs - nous paraît illustrer de manière très concrète les questions que nous avons formulées à propos de la définition de « l'adversaire », en commentant le dernier ouvrage d'Alain Touraine *Après la crise*.

1. Extrait de l'invitation du Cepag.

2. La formule est de l'économiste François Chesnais



Dites, rassurez-moi, l'adversaire c'est toujours bien le capitalisme ?

En même temps, la tentative de mise en place de cette plate-forme pour s'opposer à une telle dérive transatlantique constitue un bel exemple de l'émergence possible de nouveaux mouvements sociaux ; si leur déploiement et leur victoire ne sont certes pas assurés, leur existence témoigne de la vivacité du contre-pouvoir, vivacité qui vient contredire le caractère inéluctable des tentatives du « capitalisme mondial intégré »³ pour s'imposer toujours davantage.

L'OBJET DU DÉBAT

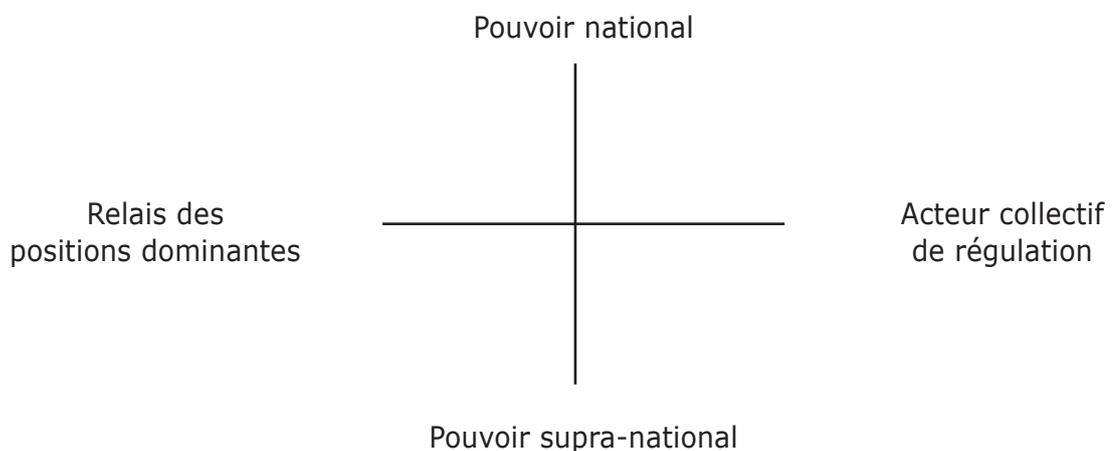
Le Cepag convie ses invités à constituer une plate-forme pour s'opposer à la constitution d'un marché transatlantique. Bruno Poncelet et Ricardo Cherenti démontrent en effet clairement, éléments objectivés à l'appui, que ce projet était porteur d'importantes régressions, dans plusieurs domaines : renforcement du pouvoir des multinationales sur les Etats-Nations ; mise en cause des conquêtes sociales ; conversion renforcée des services publics aux logiques marchandes ; installation de nouvelles possibilités de répression pour les opposants ; dégradation accélérée de l'environnement.

CONTROVERSE SUR LES DOUBLES SENS DE L'ETAT

Dans le débat très ouvert qui a suivi la présentation des deux chercheurs, une première controverse s'est construite à propos du rôle de l'Etat. Elle a fait l'objet d'arguments en sens divers.

Pour les uns, le projet de Marché transatlantique constitue la preuve que « l'Europe » sert exclusivement les visées néo-libérales ; il conviendrait donc de se retirer de l'Union ; d'autres ont tenu un raisonnement similaire à propos de l'Etat national, qu'ils considèrent comme le bras (éventuellement armé) des positions dominantes . D'autres au contraire pensent que certains des aspects des accords entre les 27 peuvent soutenir les revendications. Certains font aussi remarquer que « l'Europe » peut servir de paravent aux Etats pour « faire passer leurs choix » sans réellement les assumer (il est commode alors d'invoquer le niveau de pouvoir européen et ses contraintes). D'autres encore arguent que le mouvement social, et singulièrement le mouvement ouvrier, s'est toujours préoccupé d'internationalisme.

Une structure croisée permet de prendre la mesure de cette controverse



3. Selon l'expression de Félix Guattari.



Dites, rassurez-moi, l'adversaire c'est toujours bien le capitalisme ?

La plate-forme devra choisir une position stratégique à propos du sens à donner à l'Etat, qu'il soit « national » ou « supra-national »⁴.

Ne peut-on peser sur le pouvoir européen – tout autant que le pouvoir national – pour qu'il devienne un acteur collectif de régulation, capable de s'opposer aux dérégulations voulues par les financiers et les entreprises multinationales, prompts d'ailleurs à faire appel aux Etats lorsque leur intérêt l'exige (comme ce fut le cas dans la crise financière récente) ? C'était, on s'en souvient, la position de Pierre Bourdieu :

« C'est pourquoi il me paraît que, premièrement, c'est au niveau européen que peuvent et que doivent se situer les actions qui entendent être efficaces et, deuxièmement, que ces actions, pour éviter de se limiter à des happenings, symboliquement efficaces, mais temporaires et discontinus, doivent se fonder sur une *concentration des forces sociales déjà concentrées*, c'est-à-dire sur un rassemblement des mouvements sociaux existants dans l'ensemble de l'Europe. »⁵

Cette position conduirait donc à considérer les Etats, nationaux et supra-nationaux, comme des alliés potentiels, à condition bien entendu qu'ils se fassent beaucoup moins que par le récent passé les relais des positions dominantes (c'est-à-dire qu'ils reviennent sur leur conversion au modèle de la libre entreprise déréglementée).

CONTROVERSE SUR LA FORME DE MOBILISATION

Dans une précédente contribution, nous avons identifié trois formes de mobilisation pour lutter contre l'adversaire que représentent ceux qui recherchent une exploitation sans limites, jusqu'à parfois détruire l'économie (au profit d'une logique purement financière), sans parler des dégâts sociaux et environnementaux.

La première forme de mobilisation envisage une **réponse « intégrée »**, telle que la prônait Pierre Bourdieu.

Selon lui, « l'utopie réaliste autour de laquelle pourraient s'organiser des efforts et des combats différents, mais convergents »⁶ devrait mobiliser les associations, les syndicats et les chercheurs : « Un mouvement social européen n'a, selon moi, de chance d'être efficace que s'il réunit trois composantes : syndicats, mouvement social (dans le sens d'associations) et chercheurs – à condition, évidemment, de les intégrer, pas seulement de les juxtaposer. »⁷

Cette forme de mobilisation est certainement présente dans la plate-forme ; certaines interventions, comme celles d'Anne Morelli et de Jean Cornil, ont même demandé le renforcement des articulations avec les chercheurs.

4. Nous n'entrons pas ici dans le détail, comme a pu le faire brillamment M. Alaluf dans sa contribution.

5. P. Bourdieu, « L'Europe ambiguë : retour sur le choix d'une action au niveau européen », in « Contre la politique de dépolitisation », *Contre-feux 2*, Paris, Raisons d'agir, 2001, pp. 68 et sq. On trouvera aussi, dans le même ouvrage, des éléments importants dans les chapitres « Pour un mouvement social européen » et « L'imposition du modèle américain et ses effets ».

6. P. Bourdieu, *Interventions, Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, p. 442.

7. *Ibidem*, p. 468. Par « mouvement social », on peut entendre ici le travail des associations.

Dites, rassurez-moi, l'adversaire c'est toujours bien le capitalisme ?

Quasi à l'opposé, nous trouvons **la version « radical libre »** de Touraine :

Selon l'auteur, la « tâche immense » qui consiste à « arrêter la destruction de toute vie sociale par l'économie globalisée » « ne pourra être menée à bien que par des militants et des figures exemplaires organisés, non plus verticalement, comme les partis et les syndicats, mais horizontalement, par une opinion publique et par des acteurs informés surtout par les médias et par Internet et décidés à ne pas laisser se construire un nouveau pouvoir encore plus autoritaire que l'ancien. Ces individus et ces groupes sont conduits par leur volonté de n'être guidés que par leur propre appel à la défense de tous et de tout, y compris de l'environnement menacé par les formes actuelles de production. »⁸

Le mouvement « *avaaz* » peut être considéré comme une telle forme de mobilisation. Le site de l'organisation⁹ précise ainsi :

« *Avaaz* - qui signifie "voix" dans plusieurs langues d'Asie, du Moyen-Orient et de l'Europe de l'Est - a été lancé en Janvier 2007 avec une mission démocratique simple: fédérer les citoyen(ne)s de toutes les nations pour réduire l'écart entre le monde que nous avons et le monde voulu par le plus grand nombre et partout.

Avaaz offre à des millions de personnes venues de tous les horizons la possibilité d'agir sur les questions internationales les plus urgentes, de la pauvreté à la crise au Moyen-Orient et au changement climatique. Notre modèle de mobilisation par internet permet à des milliers d'efforts individuels, aussi petits soient-ils, de se combiner rapidement pour devenir une puissante force collective. »

Le mouvement se définit de fait comme une forme de mobilisation « horizontale » qui entend se différencier des formes précédentes de mobilisation :

« Les précédents mouvements sociaux et organisations citoyennes internationaux ont dû construire une base militante pour chaque thème, année après année et pays par pays, afin d'atteindre une taille leur permettant de faire bouger les choses.

Aujourd'hui, grâce aux nouvelles technologies et à l'essor d'une éthique de l'interdépendance mondiale, cette contrainte n'a plus lieu d'être. Alors que les autres organisations de la société civile d'envergure mondiale sont composées de réseaux consacrés à une seule thématique et répartis en antennes nationales, chacune avec ses propres équipe, budget et structure de décision, *Avaaz* n'a qu'une seule équipe, mondiale, qui a pour mandat d'agir sur toute thématique d'intérêt général - ce qui permet des campagnes extraordinairement réactives, flexibles, précises et touchant un très grand public.

Le mouvement en ligne *Avaaz* peut alors agir comme un mégaphone pour attirer l'attention sur de nouveaux enjeux; comme un paratonnerre pour canaliser des préoccupations publiques éparses autour d'une campagne spécifique et ciblée; comme un camion de pompiers pour envoyer une réponse efficace en réaction à une crise soudaine; et comme une « cellule souche »

8. A. Touraine, *Après la crise*, paris, Seuil, 2010, p; 179.

9. www.avaaz.org



Dites, rassurez-moi, l'adversaire c'est toujours bien le capitalisme ?

du plaidoyer citoyen, capable de se développer et prendre la forme la plus adaptée pour répondre à une situation urgente. »

Une **troisième option** avait été proposée par Guattari :

« Il existera des temps de lutte où tous et toutes seront conduits à se fixer des objectifs communs et à se comporter « comme de petits soldats » - je veux dire comme de bons militants, mais, concurremment, il existera des temps de resingularisation où les subjectivités individuelles et collectives « reprendront leurs billes » et où ce qui primera, ce sera l'expression créatrice en tant que telle, sans plus de soucis à l'égard des finalités collectives. »¹⁰

On peut même penser à une quatrième forme, qui chercherait à **constituer un « acteur-réseau »**¹¹, en « intéressant » (en donnant envie d'en être) des alliés potentiels, en les engageant à « lier leur sort », mais aussi en mobilisant des acteurs qu'on espère convaincre de cesser d'être des adversaires.

Les questions qui ont envisagé de chercher à donner plus de force au mouvement en invitant les acteurs du « pilier » chrétien (CSC et MOC), ainsi que la conviction de Bruno Poncelet qu'il est possible de convaincre des patrons de PME du bien-fondé des revendications de la plate-forme vont dans ce sens.

Au fond, la plate-forme projetée envisage de combiner l'ensemble de ces formes de mobilisation.

L'intervention d'un membre d'Inter environnement Bruxelles, disant que le projet de plate-forme sera l'occasion pour les syndicats et les associations, notamment écologistes, de « travailler ensemble leurs contradictions » va clairement dans le sens d'une intégration.

Certaines stratégies évoquées (produire tous les quinze jours, à l'intention des médias, des argumentaires et des questions sur ce projet transatlantique quasi clandestin) vont dans le sens d'une action horizontale telle que proposée par Alain Touraine.

Le fait que l'initiative de mobilisation soit prise par le Cepag et non la FGTB en tant que telle laisse aussi entendre qu'une part de liberté est envisagée comme constitutive de l'alliance qui est projetée.

Enfin, comme nous l'avons dit ci-dessus, la plate-forme, pour gagner en force, gagnera à se référer aux apports de la sociologie de l'acteur-réseau : comment « intéresser » d'autres partenaires, comment gérer l'extension du réseau, comment réussir à « traduire » les objectifs de l'action en tenant compte des intérêts partiellement divergents (comme pour les PME par exemple), etc.

Nous pensons donc qu'un des facteurs-clés de la réussite de cette mobilisation sera l'identification explicite, par l'ensemble des partenaires, des différentes logiques qui la traversent et l'accord sur le « cocktail » de formes de mobilisation choisies.

10. F. Guattari, *Les trois écologies*, op. Cit., p. 47.

11. Selon le terme des sociologues M. Callon et B. Latour.



Dites, rassurez-moi, l'adversaire c'est toujours bien le capitalisme ?

Si l'adversaire est bien le « capitalisme », il faudra donc prendre acte de l'impasse que constituent les stratégies monolithiques et se préparer à vivre une diversité de formes de mobilisation **choisie, consciente des contraintes que cette diversité imposera**, mais aussi des ressources qu'elle permettra.

QUELLE PLACE JOUE L'ARSENAL CULTUREL DANS CETTE LUTTE ?

Dans l'exposé « fondateur », très rigoureux, proposé par les chercheurs d'Econosphères, B. Poncelet et R. Cherenti, une dimension nous semble sous-estimée : c'est la dimension des « créatures » culturelles – soit des modèles d'actions, des concepts, des schèmes argumentatifs, inventés dans les « laboratoires » (comme les fameux « think tanks ») et insérés dans les sociétés où ils agissent comme des « acteurs non humains » souvent non identifiés d'ailleurs.

Ces « créatures culturelles » fonctionnent alors comme un cheval de Troie préparant les victoires législatives, travaillant à la conversion des hésitants ou des opposants, affaiblissant les résistances (notamment en les présentant comme des « has been »).

Faute d'apercevoir l'efficace spécifique de ces « créatures », on risque de ne pas comprendre comment l'adversaire peut arriver à présenter ses choix comme inéluctables, voire à les présenter dans l'ordre des « évolutions naturelles » - et on risque évidemment de perdre toute légitimité dans les résistances et les luttes qu'on entend développer.

Le « capitalisme » s'impose en effet d'autant plus facilement comme modèle unique qu'il réussit à insérer des « créatures » dans les rangs adverses.

Pensons ici à des éléments comme la « culture client » dans les services publics, la prétendue « culture des résultats » dans l'action politique, mais aussi à l'ensemble des modèles technocratiques et néo-managériaux adoptés par les responsables de tous bords, y compris de gauche, qui réussissent à aligner la pensée et l'action sur les modèles capitalistes.

Le **modèle instrumental de l'efficacité**¹² est une des créatures les plus redoutables, puisqu'elle permet d'imposer comme modèle unique un modèle inspiré des seules logiques marchandes.

Les logiques néo-managériales, imposées désormais dans la fonction publique pour la « réformer », avant qu'elles soient « suggérées » aux associations pour les « professionnaliser » constituent une autre créature omniprésente, désormais déjà victorieuse dans le champ éducatif, comme dans l'enseignement, préparant une société où, dès le plus jeune âge, les sujets seront « formatés » par les modèles dominants¹³.

12. Nous avons tenté de le mettre au jour à partir des travaux de François Jullien ; cfr « Deux paradigmes de l'efficacité », in J. Fastrès et J. Blairon, *La prévention, un concept en déperdition ?*, Bruxelles, Luc Pire, 2002, pp. 129 et sq.

13. Les travaux de J.-P. Le Goff et D. Linhart nous alertent en ce sens depuis plusieurs années, sans que le mouvement social n'identifie aujourd'hui l'existence de ce « cheval de Troie ». Nous avons essayé de montrer son efficace dans notre contribution « Ce que la mixité et l'égalité scolaire veulent dire ? », publiée dans le n° spécial de la revue *Politique*, HS 15, octobre 2010, ainsi que dans notre intervention au Cepad « Education populaire et résistance », in www.intermag.be, 2008.



Dites, rassurez-moi, l'adversaire c'est toujours bien le capitalisme ?

LES CONDITIONS DU SUCCÈS DE LA MOBILISATION

La question posée par la militante doit donc selon nous recevoir une réponse positive, à condition toutefois d'intégrer une double extension.

En premier lieu, il conviendra probablement de penser que la réussite du mouvement lui-même dépendra de sa capacité à imaginer et articuler une diversité de formes de mobilisation dont certains pourraient penser qu'elles ne sont pas compatibles.

Les quatre formes que nous avons identifiées s'opposent en effet sur bien des points : organisation intégrée versus organisation horizontale « libre » ; mise en avant de la singularité versus constitution d'une force collective ; cohérence idéologique versus intéressement de forces à intérêts divergents. Il n'est toutefois pas impossible de les faire « tenir » ensemble, à condition que cette visée soit suffisamment explicite et partagée.

En second lieu, il nous paraît fondamental d'intégrer dans la mobilisation la lutte contre les « créatures », insérées dans la sociétés depuis plusieurs décennies, y compris par les forces de gauche et qui font que le capitalisme l'emporte de façon invisible sur le front culturel, ce qui lui permet d'engranger des victoires qu'on aurait cru impossibles sur le front socio-économique.

Plusieurs intervenants au débat qui a suivi les exposés de la matinée du Cepag ont ainsi exprimé leur impression d'un chantier « énorme », quasi hors de portée de la mobilisation. Si nous pensons comme eux que l'adversaire est très puissant, nous pensons aussi que son efficacité paraît d'autant plus hors de portée qu'elle est assurée par des modèles et des concepts (des « créatures ») qui constituent une « cinquième colonne » répandue partout et dont le rôle n'est que peu identifié pour l'instant par les combattants.

Faute d'identifier l'efficace de ces multiples chevaux de Troie, il y a fort à parier que la lutte contre le transtlantisme ressemblera à l'impossible projet de remplir le tonneau des Danaïdes.